

Paris, jeudi 3 juin 2021

GARANTIE JEUNE UNIVERSELLE :

UNE MANNE POUR PÔLE EMPLOI, UN CAMOUFLET POUR LES ML !

C'est donc **par voie de presse**, (un article des Echos) que nous apprenons que **la Garantie Jeunes Universelle serait mise en place et confiée à... Pôle Emploi !**

Il y a quelques heures encore, nous approuvions les signaux positifs lancés autour de la GJ mais signalions aussi notre inquiétude vis-à-vis des moyens. Et voilà que, selon ce journal, **2 milliards d'euros seraient mis sur la table pour 1 million de jeunes**, et ce n'est que le début. Cette somme en direction des jeunes est sans précédent, mais à la hauteur des enjeux que nous appelons depuis toujours de nos vœux.

Pour les jeunes, c'est une très bonne nouvelle.

Cheval de bataille de la CFDT, porté par Laurent Berger lui-même, défendue par notre syndicat de tout temps, **l'accompagnement global de jeunes, avec un revenu qui les sécurise pour leur démarrage dans la vie active** est donc « En Marche » mais... **sans nous !**

Les Missions locales resteraient cantonnées aux 200 000 suivis de la GJ, alors que **nous recevons déjà 1,4 million de jeunes, dans des situations très diverses, et dont une très grande majorité pourrait bénéficier de cette allocation.**

Avec le dispositif AIJ, les autorités nous ont déjà attribué l'analyse de la situation sociale de certains jeunes suivis par le Pôle emploi, **sans contrepartie. Cela signifie que l'État a bien compris que nous avons l'expertise et serions donc capables d'assurer l'accompagnement de ce million de jeunes.** Si c'est ce choix qui s'annonce, nous deviendrions officiellement les supplétifs de Pôle Emploi, **à nous le travail, à lui le pilotage, les embauches** (déjà revendiquées) **et les financements.**

C'est tout simplement SCANDALEUX !

Se focaliser sur Pôle Emploi ou encore l'AFPA (dont son représentant s'est autorisé une critique des Missions Locales alors qu'il devrait faire preuve d'humilité quand on connaît son histoire de cet opérateur et son financement) **serait pourtant une erreur. C'est l'État, que nous interpellons de manière forte et demandons à la représentation du réseau, l'UNML d'agir vite.**

Aux employeurs des Missions Locales, femmes et hommes politiques de terrain, nous exprimons notre incompréhension d'avoir laissé faire ce choix. Nous attendons **de leur part une réaction à la hauteur des enjeux.**

Nous ne nous laisserons pas voler notre expertise à l'œuvre depuis 40 ans !!!

Le gouvernement aussi doit comprendre que nous ne laisserons pas faire. **Personne ne vendra notre cœur de métier ou ne nous exploitera sans réaction de notre part.**

NOUS APPELONS À UNE FORTE MOBILISATION DU RÉSEAU, PAROLE DE LA 1ÈRE ORGANISATION SYNDICALE DES MISSIONS LOCALES !!!

L'équipe du Synami-CFDT